

NOTE SUR DES CAS DE TORTURE ET LES DISPOSITIONS EN GRECE

Nous présentons ci-après une liste de personnes torturées, selon des informations qui nous sont parvenues de sources sérieuses. Nous ne sommes pas autorisés à rendre leurs noms publics, en raison du danger pour elles de subir à nouveau un même traitement. On ne doit donc faire usage de cette note qu'avec une très grande précaution.

- A. Personnes torturées par la Gendarmerie des faubourgs d'Athènes:
- 1) Eleftherios TERZIVANIS, ancien président de l'ONGC etc (Organisation du Centre). Torturé du 12 au 30 juin 1967, dans les sous-sols de la Sûreté à Néa Louis. Tortureur principal le lieutenant de Gendarmerie DOUMAS.
  - 2) GERONIKIOS, ancien secrétaire de l'EDIE (formation de jeunesse du Centre) de Saint Demetrios. Torturé à Héliopolis.
  - 3) COURETIS, pendant quatre jours (14-18 juin) torturé également à la Sûreté d'Héliopolis.
  - 4) EMELIIS, membre de l'EDIE de Néon Psychikon, âgé de 18 ans. Torturé à Néon Psychikon. Principal tortureur le lieutenant de gendarmerie PAVLOPOULOS.
  - 5) PERIKLIDAKIS, membre du Comité Départemental de l'EDIE du Pirée. Torturé à la Sûreté de Néon Psychikon et d'Amarousion.
  - 6) ANASTASIOPOULOS, membre du Comité Départemental de l'EDIE d'Athènes. Brutalement battu à la Sûreté de Néon Psychikon et de Néa Louis.
  - 7) HELENIOS, membre du Comité Central de l'EDIE. Torturé de même.
  - 8) STRATIGIOLAS, secrétaire de l'EDIE d'Héliopolis. Brutalement battu à la Sûreté d'Héliopolis.
- B. Personnes torturées par la Sûreté d'Athènes:
- À l'encontre des mesures "primitives" utilisées par la Gendarmerie, la Sûreté d'Athènes emploie des méthodes scientifiques.
- Parmi les personnes torturées se trouvent:
- 1) Stantassios KOGORIS, arrêté sur l'Acropole, en flagrant délit d'essayer d'y planter un drapeau avec l'inscription "Vive la Démocratie". Il fut torturé du 12 au 20 sept. Le 20 septembre il fut conduit à la prison de Korydallos et de là à l'hôpital. Tortureur principal le sous-lieutenant de police KARAVANTIS.
  - 2) Georges HANDEIS, membre du Comité des Isthmes de l'Athènes. Torturé pendant 15 jours, il fut conduit à l'hôpital vers la fin d'octobre. Tortureur principal KARAVANTIS.
  - 3) le couple (Mariée) GYMOPEBYL. On fit subir des traitements avilissants à la femme devant son fiancé, pour faire parler celui-ci.
  - 4) les étudiants égyptotes HIRIOLICU et HANNOCOUPIS.
- C. Personnes torturées dans le Camp des IOK (équivalent des chaumières alpines, à Péryssos).
- Plusieurs personnes sont périées comme y ayant été torturées, parmi lesquelles Nicolas PAIADOCOLAS, Georges TSANIS et Nicolas PAIATOIANNIS.
- D. Les croisEUR 'HELLI'
- L'affaire de la torture de NOTARIS et des autres membres de l'Organisation "Défense Démocratique" est bien connue.

Il est évident que la vérification de chaque cas est excessivement difficile. Les victimes ont peur que les autorités ne les soumettent de nouveau à un même traitement, les docteurs, -libres ou détenus-, craignent aussi des traitements analogues. Dans les différents procès, à Athènes, des accusations positives de tortures ont été formalisées. Mais personne n'est venu pour investiguer ces questions. En tous cas personne n'a été puni jusqu'ici pour avoir infligé de mauvais traitements. S'il ne s'était agi que de cas isolés d'exécutions de sole d'agents subalternes, le Gouvernement de la Junte n'aurait éprouvé aucune difficulté pour imposer des sanctions contre les responsables. Au contraire, cela lui est dans son intérêt de le faire. Or n'oublions pas que même dans l'Allemagne naziste ce n'est qu'après la chute du régime qu'on a acquis les preuves de ce qui se passait dans les camps de concentration etc. Jusqu'à ce moment, les gens "sages" parlaient de propagande, d'exagérations ou même de suicides.

Il faut ajouter que le chiffre de 2.300 déportés, ne réfère seulement à ceux des camps de Ierón et de Yaros, où se trouvent les adhérents de l'extrême gauche. La Junte laisse dans l'ombre le chiffre des détenus dans d'autres îles ou villes de provinces où, entre autres, sont détenus les membres du parti du Centre, tels les députés, candidats aux élections, membres des Comités d'organisation du parti etc.

On ignore également le chiffre exact sur les personnes condamnées par les Cours martiales dans tout le pays.

Athènes le 27 avril 1968.